

Lacan Quotidien



N° 819 – Vendredi 15 février 2019 – 18 h 34 [GMT + 1] – lacanquotidien.fr



Dresser le peuple

EN AVANT

Éditorial

L'Europe du discours, par Christiane Alberti

Parole vivifiante vs silence de mort par Gregory Leduc



ÉDITORIAL

Christiane Alberti

L'Europe du discours

Ce qui ne peut plus durer

Ce qui ne peut plus durer... Qu'il me soit permis, par ce clin d'œil à Althusser, d'accentuer le bouleversement radical que nous sommes en train de vivre dans les démocraties occidentales et bien au-delà. En France, il s'est notamment matérialisé par l'échec cuisant des partis de gouvernement aux dernières élections présidentielles. Sans doute n'avons-nous pas suffisamment pris la mesure de l'onde de choc que cet événement a constitué.

Après le consensus de l'après-guerre, l'Europe a signifié longtemps la paix entre des États qui s'étaient régulièrement fait la guerre, une certaine stabilité démocratique après les expériences nazies et fascistes, la construction d'une force politique capable de peser sur l'Europe, mais aussi sur les affaires du monde – même si l'on peut se demander si, de l'autre côté de la Manche, on *ressentait* l'Europe ainsi ; le récent Brexit atteste que rien n'est moins sûr.

Toutes les institutions sur lesquelles reposaient jusqu'à présent nos sociétés sont remises en cause. Et les institutions européennes en particulier sont ébranlées : le suffrage universel perd de sa force légitimante et il en est de même pour les partis politiques et les syndicats. La confiance dans les élus ne cesse de décroître. Il ne s'agit pas seulement d'une crise qui touche l'État, elle touche aussi la justice, la médecine, le journalisme, la famille, bref tout ce qui faisait notre routine du signifié.

En quelques années, le paysage politique européen a été bouleversé. Des États ont disparu, d'autres se sont constitués, l'URSS s'est défaite et aujourd'hui l'Union européenne perd un de ses membres. Et ces changements sont loin d'être clos. Certaines démocraties que l'on croyait stables, car ayant connu l'alternance politique, sont gravement menacées. La Hongrie en est un exemple.

Tandis que démocratie rimait, jusqu'il y a peu, avec les valeurs traditionnelles héritées du libéralisme politique (séparation des pouvoirs, indépendance de la justice, liberté d'expression...), on a vu émerger, dans le débat politique européen, le concept de « démocratie illibérale ». Viktor Orban en a fait la doctrine et le fer de lance de ce qu'il a nommé la « contre-révolution en Europe » dans son appel de septembre 2016 avec Jaroslaw Kaczynski, au forum de Krynica en Pologne. C'est à la science politique que cet idéologue dangereux a emprunté ce concept. On doit à Fareed Zakaria d'avoir publié, il y a une vingtaine d'années, « The Rise of Illiberal Democracy » (1), avec la thèse suivante : après 1989, à la suite de la chute du bloc soviétique, il y a eu prolifération de régimes dits démocratiques, mais il ne s'agissait pas de démocraties libérales, avec État de droit, séparation des pouvoirs, etc. Elles revendiquent une légitimité par les seules urnes au détriment d'une légitimité du droit. Ainsi, Orban s'est emparé de ce terme pour avancer qu'il y a d'autres conceptions de la démocratie que la libérale : il défend un État illibéral, fondé sur ladite souveraineté du peuple, qui doit primer selon lui sur les contraintes constitutionnelles et les pouvoirs supranationaux toujours susceptibles de contrecarrer la volonté du peuple. Une fois élu par le peuple, Orban peut restreindre les libertés civiles, porter atteinte à la liberté de la presse et remettre en cause la séparation des pouvoirs.

La perspective est claire : il ne s'agit pas d'une étape vers la démocratie libérale, la démocratie illibérale est une fin en soi. Il y a plus : à revendiquer cette autre conception de la démocratie soi-disant fondée sur la souveraineté du peuple, on affiche clairement la volonté de changer l'Union européenne et, pourquoi pas, par la voie d'une alliance ou internationale populiste (un groupe au parlement européen ?)

L'enjeu des prochaines élections, on le voit, est décisif. L'Union européenne peut attaquer frontalement sur les principes de l'État de droit, mais aussi sur les valeurs telles que le pluralisme, la tolérance, la non-discrimination et décréter comme irrecevable l'argument de la Pologne qui veut, à l'encontre du plan de relocalisation, une société « ethniquement homogène » (2).



La leçon de la démocratie en Europe de l'Est nous fait saisir qu'il ne s'agit pas seulement pour Orbán et ses fans de se contenter d'une « révolution de rattrapage », selon l'expression d'Habermas – se mettre au niveau des institutions démocratiques de l'Europe –, mais que l'ambition clairement affichée est l'extension de « l'Europe du sursaut » : celle du peuple enfin maître de son destin. En clair, changer l'Europe pour rapatrier les pouvoirs vers les gouvernements nationaux.

La régression de la démocratie en Europe centrale n'est pas un phénomène isolé, pensons à l'Italie, l'Autriche, la France aussi bien (on se souvient du contexte dans lequel Emmanuel Macron a été élu). Il apparaît en ce sens que le libéralisme politique doit être défendu, c'est-à-dire ne pas limiter l'Europe au marché et au droit, si l'on veut véritablement contrer la pente qui consiste à dresser le peuple contre la démocratie, pour reprendre le titre de l'essai de Yascha Mounk, *The People vs. Democracy* (3). L'auteur a clairement montré, à travers ses enquêtes auprès des jeunes générations, la montée d'un espoir en faveur de l'essai du régime d'un homme fort non démocratique qui pourrait faire mieux.

On connaît sans doute l'Europe du marché, celle de la gestion bureaucratique également, celle du savoir expert, mais, si gouverner n'est pas gérer, quelle clarté a-t-on du projet politique de l'Europe ? Comment affirmer contre les populismes de droite et de gauche la nécessité démocratique d'une Europe politique ?

Une expérience vivante : l'acte de parole en politique

Quels chemins s'offrent à nous pour une Europe à la hauteur de ses principes fondateurs ? Réaffirmer sans cesse l'Europe du droit et du pluralisme démocratique ? Sans doute, mais encore ?

La France a inventé la démocratie représentative, la représentation étant la condition de la démocratie (elle transforme les communautés d'individus en égalité citoyenne). Mais cela signifie-t-il pour autant que la démocratie ait à se limiter à la représentation, autrement dit se réduise au fait que des représentants prennent la parole à la place des citoyens, l'Être politique (les représentants, la Nation) tendant à absorber les citoyens comme êtres physiques ? De ce point de vue, la démocratie s'avère toujours en « état de manque » (4), selon l'heureuse expression de Dominique Rousseau. Et la représentation dans son principe de fusion génère toujours ses révoltes et insurrections populaires en mal de démocratie.

Le populisme n'est-il pas à cet égard « le côté obscur de la nécessité de démocratiser davantage » notre république (notre Europe ?), comme le propose Blandine Kriegel (5) dans sa critique du trop d'État administratif au détriment de la vie démocratique ? La protestation, l'explosion de colère des foules qui envahissent les places publiques sont-elles un incident fâcheux de parcours ou bien un symptôme qui dit l'essence même de la démocratie, en tant que la revendication démocratique fait partie du processus démocratique moderne ?



Il faut relire ici Cicéron dans *La République* qui distingue et oppose la foule (*multitudo*) et le peuple (*populus*) qui « ne se constitue que si sa cohésion est maintenue par un accord sur le droit » (6). En clair, le peuple se constitue dans et par la structuration politique. En cela la démocratie est un processus continu dans lequel les citoyens se constituent comme tels en s'associant, de près ou de loin, à la vie politique. Et il faut remarquer ici qu'en dépit de la défiance à l'endroit du politique, on reste attaché à l'idée démocratique, on reste engagé dans les écoles, les mairies, les circonscriptions, les entreprises, les collectifs informels, les réseaux sociaux. Les forums de nos Écoles de psychanalyse et plus récemment les forums Zadig sont la preuve vivante de cet attachement à l'esprit démocratique.

Il faut souligner surtout que la démocratie pour se réaliser ne doit pas être « une abstraction mathématique mais une expérience vivante du peuple » (7). En somme, la démocratie est une affaire d'acte de parole, elle engage les corps parlants. La vie démocratique se réalise au moyen de la conversation continue. À ce titre, elle peut être invention et réinvention permanente. Dans *Radicaliser la démocratie*, D. Rousseau, qui milite en faveur de « la démocratie continue » pour une refondation des institutions européennes, accentue la dimension du citoyen comme *parlêtre*. Il fait remarquer notamment que la révolution de 1789 a consacré la séparation du corps du Roi de celui de la Nation, mais qu'une fois ce pas réalisé, la représentation en son principe doit maintenir un écart entre le corps des représentants et celui des représentés. La vie démocratique dépend de l'articulation de ces deux espaces institutionnels. Cet écart s'affiche dès les premiers mots de la Déclaration de 1789 : « La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen reconnaît l'existence du corps des citoyens, son impossible absorption par et dans le corps des représentants et la nécessité pour le premier de bénéficier d'une autonomie. » Le corps des citoyens est posé comme existant indépendamment du corps des représentants et défini par un ensemble de droits et parmi eux par la libre communication des pensées et des opinions qualifiées comme le « droit le plus précieux de l'homme » (8). Quels sont les lieux et les liens qui vont permettre cet écart ? Pas simplement assurer une condition d'être – être citoyen –, mais atteindre une manière d'existence – exister comme citoyen, si « exister, ce n'est pas être, mais c'est dépendre de l'Autre » (9).



Effet de discours, effet de rejet

Les ressources du discours tel que Lacan en a forgé la structure restent une boussole inégalée pour la psychanalyse, les psychanalystes. En 1967, en même temps qu'il signale « la remise en question de toutes les structures sociales par les progrès de la science » (10), Lacan construit sa catégorie de discours comme lien social. Le discours structure, organise, institue ce souci européen de faire vivre ensemble des peuples aux histoires différentes.

Mais il a un autre effet que les turbulences de l'actualité révèlent aujourd'hui avec acuité, présence. Est dénudée comme jamais la structure du discours avec ce qu'il contient comme effet essentiel : cet effet est effet de rejet nous dit Lacan. Il le nomme objet *a* : « cet objet *a* désigne précisément ce qui, des effets de discours, se présente comme le plus opaque, depuis très longtemps méconnu, et pourtant essentiel. Il s'agit de l'effet de discours qui est effet de rejet » (11).

Par-delà l'amour ou la haine pour l'Europe, comment accueillir, interpréter, faire une place à l'effet de rejet inhérent au discours qui préside à la vie de l'Europe ? Comme place de rebut dans le discours analytique, les psychanalystes sauront-ils mieux y faire avec cet effet de rejet ?

1 : Cf. Zakaria F., « The Rise of Illiberal Democracy », *Foreign affairs*, n° 76, novembre/décembre 1997, accessible [ici](#)

2 : Cf. l'article 2 du Traité sur l'Union européenne.

3 : Mounk Y., *The People vs. Democracy. Why Our Freedom Is in Danger and How to Save It*, Harvard university press, 2018, trad. *Le Peuple contre la démocratie*, éd. de l'Observatoire, 2018.

4 : Rousseau D., *Radicaliser la démocratie. Propositions pour une refondation*, Seuil, 2015.

5 : Cf. Kriegel B., « L'état de droit à l'épreuve de la mondialisation », *Mental*, n° 37, p. 119-141.

6 : Cicéron, *La République*, Paris, Gallimard, 1994, p. 45.

7 : Pour reprendre le mot de Trotsky tel que rapporté par John Dewey, *Trotsky n'est pas coupable. Contre-interrogatoire* (1937), Syllepse, 2018, p. 438.

8 : Rousseau D., *Radicaliser la démocratie, op. cit.*, p. 49.

9 : Lacan J., *Le Séminaire*, livre XIX, ... ou pire, Seuil, 2011, p. 105.

10 : Lacan J., Discours de clôture des journées d'études sur les psychoses 21-22 octobre 1967, *Recherches*, décembre 1968.

11 : Lacan J., *Le Séminaire*, livre XVII, *L'envers de la psychanalyse*, Seuil, 1991, p. 47.





Parole vivifiante vs silence de mort

par Gregory Leduc

Les nouveaux leaders d'extrême droite affirment, dans les médias, n'avoir rien à faire avec le fascisme et le nazisme des années trente et quarante.

Hans Werk (1), ancien SS, témoigne pour dénoncer un tel mensonge. Il établit un lien direct entre la politique antisémite du III^e Reich et les politiques anti-migratoires nationalistes d'aujourd'hui. Alors qu'il se déplace maintenant dans les écoles pour y intervenir auprès des enfants, il relate s'être adressé ainsi à une petite fille, issue de l'immigration, qui semble peu concernée à la veille des vacances scolaires : « Toi je t'aurais tuée. Ça ne t'intéresse pas de savoir pourquoi j'aurais fait ça ? Et là elle m'a regardé avec de grands yeux et on a traité le sujet... C'est mon devoir, c'est la seule chose que je puisse encore faire, contribuer à ce que cela ne se reproduise pas » (2). Mettre les juifs ou les migrants dehors, c'est selon lui exactement la même chose et les moyens sont toujours les mêmes, les pires. Ces politiques ne sont jamais propres.

Des crimes ont déjà lieu en Europe – fusillade à Macerata en Italie, chasse à l'homme en Allemagne, entre autres. Entrer « crimes racistes en Italie » dans le moteur de recherche de Google suffit à découvrir qu'ils y ont été multipliés par onze en quatre ans (3). L'injustice expéditive et la violence sont le *modus operandi* de l'extrême droite. Elles lui offrent des tribunes dans les *news*, c'est ainsi qu'elle se fait entendre, reprenant les méthodes déjà appliquées par les nazis à leurs débuts.

Les partis ultrasécuritaires promettent le bonheur en prétendant offrir une protection contre la soi-disant violence de « l'étranger », mais qui nous protégera de la violence de ces partis s'ils devaient accéder au pouvoir ? Le sort qui nous attend est en effet le même que celui qu'ils réservent aux étrangers. En Italie, le ministre de l'intérieur, Matteo Salvini, a menacé de retirer la protection policière dont l'écrivain Roberto Saviano bénéficie (suite aux menaces que la mafia fait peser sur la vie de ce dernier) s'il ne met fin à ses critiques envers lui. Ce n'est rien d'autre qu'une menace de mort à l'encontre de qui émet un avis divergent, une critique, c'est une négation de la liberté de parole. La remise en ordre de l'Italie ne passe pas uniquement par l'expulsion des étrangers, elle exige aussi que les Italiens se taisent.

Nous faire accepter de mettre les étrangers dehors pour ensuite nous réduire au silence, par la terreur, par la mort, c'est la mise en ordre prévue par le programme des extrêmes droites européennes qui ne peuvent cacher ce qu'elles sont, en dépit de l'image qu'elles tentent de se donner sur les chaînes d'information. Il suffit d'avoir visité les réseaux sociaux animés par les nationalistes pour vérifier que cette image de partis propres n'est que de façade. Leurs sites, aisément accessibles, sont les poubelles de la pensée où se déversent les propos les plus orduriers. Sont relatés comment les corps des migrants subissent les exactions les plus sadiques (et que je te mets dehors à coups de bâtons, et que je t'enfonce le bâton dans...), que les nationalistes perpétuent et soutiennent, aveugles à y reconnaître leurs propres fantasmes. La haine y est projetée sur les étrangers dans des formules telles que « Non au "vivre ensemble" avec ceux qui nous détestent ! » (4).



Les coups de bâton et la haine, évoqués ci-dessus, rappellent l'étude de Freud sur le fantasme très répandu qu'il a intitulé *Un enfant est battu* (5). Jacques-Alain Miller montre que la croyance au fantasme a la vie dure (6). Mais là où la psychanalyse, dans le cadre de la cure, fait vaciller le fantasme pour atteindre la jouissance et réduire l'angoisse qui lui est liée, les politiques nationalistes, à l'inverse de la psychanalyse, donnent de la consistance au fantasme et l'érigent en doctrine politique suivie d'actes : après la mise en place de nouvelles dispositions législatives, c'est bien *réellement*, dans leur chair, que les corps sont exclus, touchés, tués.

On tente de nous vendre – le bénéfice est électoral –, ici, des renforcements aux frontières, là-bas, la construction d'un mur délirant, pour mieux nous enfermer dans des ghettos, fussent-ils aussi grands que des continents. La ségrégation réprime la rencontre, la circulation de la parole. La psychanalyse invite à prendre la parole, dans l'expérience d'analysant d'abord, mais aussi dans des conversations où la rencontre se décline au pluriel. La Movidà Zadig, initiée par J.-A. Miller, fait le pari de la rencontre en organisant des forums où, issus d'horizons et de champs différents, chacun vient parler, s'éclairer par l'accueil de la parole d'autres. C'est ainsi faire barrage au silence de la pulsion de mort.

1 : « Hans Werk intègre les Jeunesses hitlériennes dès l'âge de 10 ans et obtient rapidement un poste de leader. [...] il veut intégrer l'école Adolf Hitler, mais son père s'y oppose fermement. Ses parents, qui écoutent parfois la BBC, ont peur de lui. [À 17 ans, il] se porte volontaire pour entrer dans la Waffen-SS en 1944, ce qui provoque la colère de son père. Il est [...] fait prisonnier par les Américains en 1945. Ce n'est qu'en 1951 qu'il se détourne de l'idéologie nazie. Il rejoint le Parti social-démocrate allemand en 1953. À la retraite, il se rend dans les écoles pour témoigner. » (présentation sur FranceTvPro 2) <https://www.francetvpro.fr/france-2/programmes/9586967>

2 : Entretien avec H. Werk, *Jeunesses hitlériennes. L'endoctrinement d'une nation*, documentaire de Korn-Brzoza David, diffusé sur France 2 en 2017, en replay sur Gloria tv [ici](#), en DVD, ZED éd., 2018.

3 : Cf. « Une inquiétante montée du racisme en Italie, *Le Monde*, 1^{er} août 2018 et *Le Monde Afrique*, 13 juin 2018 : « En 2016, la police italienne a recensé 803 crimes de haine (source ODIHR), 71 en 2012 dont de nombreux commis sur des africains » [ODIHR, Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme, créé par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, OSCE].

4 : Cf. page Facebook de l'une de ces organisations d'extrême droite.

5 : Freud S, « Un enfant est battu » (1919), *Nérose, psychose et perversion*, PUF, Paris, 2010.

6 : Miller J.-A., « L'orientation lacanienne. Choses de finesse en psychanalyse », enseignement prononcé dans le cadre du département de psychanalyse de l'université Paris VIII, cours du 25 mars 2009, inédit.



Lacan Quotidien, « La parrhesia en acte », est une production de Navarin éditeur

1, avenue de l'Observatoire, Paris 6^e – Siège : 1, rue Huysmans, Paris 6^e – navarinediteur@gmail.com

Directrice, éditrice responsable : Eve Miller-Rose (eve.navarin@gmail.com).

Rédactrice en chef : Virginie Leblanc avec Pénélope Fay (virginie.leblanc@gmail.com ,
faypenelope@gmail.com).

Éditorialistes : Christiane Alberti, Pierre-Gilles Guéguen, Anaëlle Lebovits-Quenehen.

Maquettiste : Luc Garcia.

Relectures : Sylvie Goumet, Michèle Rivoire, Pascale Simonet, Anne Weinstein.

Électronicien : Nicolas Rose.

Secrétariat : Nathalie Marchaison.

Secrétaire générale : Carole Dewambrechies-La Sagna.

Comité exécutif : Jacques-Alain Miller, président ; Virginie Leblanc ; Eve Miller-Rose.

pour accéder au site LacanQuotidien.fr CLIQUEZ ICI